surprenant qu'un organisme — qui se veut de recherche scientifique, tel que le C.S.I.C. — publie un livre caractérisé par l'absence absolue de bibliographie, le manque total d'index et une unique carte de la *kūra* de Tudmīr, probablement pour ne pas entraver l'imagination de qui voudrait essayer de se représenter quelle pouvait bien être la division administrative d'al-Andalus. Quand on se souvient de la rigueur critique et du respect que témoignait pour les textes, il y a un siècle, Fr. Codera, savant éponyme fondateur de l'arabisme hispanique, on ne peut que trouver absolument anormal — dans le contexte de la recherche actuelle — la publication d'une telle *División administrativa...*

Ceci pour le fond; passons maintenant à la forme. Dans cet effort pour convaincre le lecteur de la vérité de thèses tant soit peu *sui generis,* J.V. emploie deux procédés. Le premier consiste à réitérer la même affirmation à divers endroits en renvoyant toujours à son affirmation antérieure, dans une chaîne où, au bout du compte, aucune source n'est citée. L'autre procédé consiste à donner les références, non pas après la citation du texte, mais à la suite de ses élucubrations personnelles; de manière à ce que le lecteur, s'il ne vérifie pas constamment les textes arabes, croie que ceux-ci étayent les affirmations énoncées. Signalons aussi plusieurs identifications de toponymes qui sont manifestement erronées (surtout celles de la région de Lerida) ou celle, assez fantaisiste, de *Bān wa Mān* avec S. Juan de la Peña...

En clair, que reste-t-il de ces 340 pages, dont un tiers à peine sur la division territoriale d'al-Andalus? Un amas de fiches mises bout à bout, que J.V. n'a pas réussi à maîtriser, encore moins à « construire », et dont il serait utopique de supposer que le lecteur — sans index — arrive à tirer grand profit... On s'en voudrait pourtant de dénier qu'il y a eu collecte de textes et de données (produits des diverses régions et références aux limites administratives). Mais tout ceci sans distinguer entre les tranches chronologiques et, surtout, sans avoir saisi que l'important n'est pas tant le concept de *kūra* que celui de *madīna.* Dans al-Andalus, tout s'organisait autour de la *madīna.* Je n'en veux pour preuve qu'un fait constant et répété : dès que nous disposons de textes précis assez nombreux pour pouvoir effectuer des comparaisons et des recoupements, il arrive que divers auteurs (et même parfois le même) se contredisent au sujet des *kuwar,* jamais avec les *mudun* où coïncident toujours destitutions et nominations de gouverneurs...

Pedro CHALMETA
(Universidad de Zaragoza)

David WASSERSTEIN, *The Rise and Fall of the Party-Kings : Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086).* Princeton, Princeton University Press, 1985. XIII + 338 p., 4 cartes.

David Wasserstein, professeur à Dublin, propose dans ce livre la première tentative de synthèse sur cette période complexe de l'histoire de l'Espagne musulmane traditionnellement désignée sous le nom de « taifas », qui correspond pratiquement au XIe siècle et va de la crise du califat de Cordoue (1009-1031) à la venue dans la péninsule des Almoravides. Le découpage chronologique annoncé surprend un peu. Il pouvait être compréhensible de vouloir inclure la fin de la période amiride, c'est-à-dire les dernières années de la phase de puissance et de « grandeur » du califat, sous le fils du grand *ḥāǧib* (« chambellan ») al-Manṣūr, ʿAbd al-ʿAzīz al-Muẓaffar,

BCAI 6 (1989) D. Wasserstein: The Rise and Fall of the Party-Kings. Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086), recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

arrivé au pouvoir à la mort de son père en 1002, de façon à mieux faire ressortir l'ampleur de la dégradation de la situation politique dans les années qui suivent le désastreux gouvernement du second fils d'al-Manṣūr, ʿAbd al-Raḥmān « Sanchuelo » (1008-1009). Mais on peut se demander s'il était très justifié de clore l'étude dès la première intervention des Almoravides en 1086. Les « royaumes de taifas » durent encore quelques années, jusqu'à ce que l'émir almoravide Yūsuf b. Tāšfīn se décide à les annexer à ses états à partir de 1090-1091. Dans la partie nord-orientale d'al-Andalus, plusieurs souverains se maintiennent même jusqu'à la fin du siècle, protégés par la présence du Cid à Valence. Quant au royaume de Saragosse, il n'est intégré à l'empire almoravide qu'en 1110, alors qu'une dernière taifa subsiste aux Baléares jusqu'aux attaques catalanes et pisanes de 1113-1115. Sans doute, l'un ou l'autre de ces faits sont-ils évoqués dans l'ouvrage, mais cette dernière phase de destruction du système des taifas méritait en elle-même un peu plus d'attention que ne lui en accorde l'auteur.

Cette réserve faite, il était méritoire de s'attaquer à ce XIe siècle andalou sur lequel on ne possédait que l'ouvrage, toujours indispensable mais ancien et fondé principalement sur la numismatique, d'Antonio Prieto Vives (*Los reyes de taifas : estudio histórico-numismatico de los musulmanes españoles en el siglo V de la Hégira*, Madrid, 1926). L'auteur souligne dans l'introduction l'insuffisance des interprétations à caractère moral données jusqu'ici de cette époque de « décadence » politique (les souverains des taifas ne pensent qu'à leurs plaisirs et s'épuisent en futiles rivalités, et la société andalouse dans son ensemble manque de combativité et d'esprit de résistance), et suggère qu'il faut accorder, dans l'explication de la faiblesse andalouse face à la Reconquête, une grande importance à la politique militaire d'al-Manṣūr « qui fait de l'Espagne (musulmane) un pays où les habitants indigènes, musulmans et non-musulmans, étaient dirigés par une élite militaire étrangère », idée sur laquelle il revient dans le second chapitre où il dresse un tableau du califat de Cordoue. Ce dernier correspondait lui-même à un régime ambigu, incapable de réaliser sa prétention théorique à étendre son autorité bien au-delà de la péninsule, mais ne débouchant pas non plus sur « a realistic local caliphate », dont les fondements auraient été spécifiquement hispaniques. L'auteur ne rappelle probablement pas assez nettement qu'il ne s'agit pas là d'une difficulté propre au califat de Cordoue, mais que le problème est au cœur même de la vie politique de l'Islam médiéval, tout état particulier, à caractère territorial ou dynastique, se trouvant toujours frappé d'une sorte de « suspicion d'illégitimité » dans la mesure où il ne réalise pas l'unité jamais atteinte mais toujours rêvée de l'*Umma* ou Communauté des croyants. Cette fragilité de principe a sans doute été aggravée par les réformes, principalement militaires, d'al-Manṣūr. Il me paraît cependant difficile de trop alléguer celles-ci pour rendre compte de la crise du califat, dans la mesure où elles nous restent très mal connues. Il reste que l'on peut admettre, avec l'auteur, qu'elles ont probablement détruit le délicat équilibre qui avait tendu à s'instaurer depuis deux siècles et demi entre le pouvoir dynastique omeyyade et la complexe société andalouse. Quant à l'évolution vers un régime dominé par une caste de militaires étrangers, elle n'est de toute évidence qu'un cas particulier de la tendance générale des formations politiques islamiques médiévales à se laisser diriger par ces *Slaves on horses* auxquels Patricia Crone a consacré un ouvrage déjà célèbre [1].

1. Cf. *Bulletin critique n° 2* (1985), p. 317.

BCAI 6 (1989) D. Wasserstein: The Rise and Fall of the Party-Kings. Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086), recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Le troisième chapitre étudie les conditions de la désorganisation du pouvoir central califal dans les années 1009-1031, en insistant, comme on le fait traditionnellement, sur l'importance des divisions ethniques entre Berbères maghrébins, venus d'Afrique du nord comme mercenaires à l'époque califale, *Ṣaqāliba* (fonctionnaires et militaires d'origine servile européenne, qui constituent depuis la même époque les cadres de l'administration et de l'armée), et aristocratie indigène ou andalouse. L'auteur évalue le nombre des *Ṣaqāliba* à une quinzaine de milliers, et pense que les Berbères devaient être beaucoup plus nombreux, ce qui ne me paraît pas du tout certain, dans la mesure où les différents groupes connus, dont le principal était celui des Sanhadjiens dirigés par leurs chefs zirides, semblent avoir compté au maximum quelques milliers d'individus, parfois seulement quelques centaines. Il développe l'idée que les Andalous, c'est-à-dire la masse de la population locale, tendaient de plus en plus à former un groupe cohérent, uni par sa commune appartenance à une entité sociale, culturelle et morale arabo-andalouse, et s'opposaient en tant que tels aux étrangers qu'étaient les Berbères maghrébins. Il s'agit d'une idée déjà souvent exprimée à propos de cette période, que j'ai critiquée dans un ouvrage publié voici une douzaine d'années, en tentant de montrer que les anciens clivages ethniques, en particulier entre Berbères « indigènes » (ceux qui se trouvaient dans le pays depuis la conquête du VIIIe siècle, par opposition aux maghrébins venus beaucoup plus récemment) et Arabes n'avaient pas complètement disparu, et que la « fusion ethnique » ainsi souvent invoquée s'était faite dans le sens d'une pure et simple arabisation plutôt que de la constitution d'une entité andalouse véritablement spécifique. David Wasserstein ne me semble pas avoir toujours très bien compris ma position lorsqu'il s'efforce de la réfuter (p. 127-132 et 164-167). Je ne suis pas sûr que, sur le fond, son opinion sur ce point s'éloigne de la mienne autant qu'il semble le penser, dans la mesure où il insiste fortement sur le caractère arabe de cette conscience andalouse dont il serait vain de nier l'émergence aux Xe-XIe siècles. C'est précisément parce qu'ils se considèrent d'abord comme des musulmans arabes que les Andalous sont incapables d'accéder à un « nationalisme politique », difficile sinon impossible à concevoir dans le cadre culturel qui est le leur. Dans le chapitre 6, consacré à ces « Andalusian Muslims » (par opposition aux juifs et aux chrétiens qui forment les autres composantes de la société andalouse), l'auteur consacre d'ailleurs des pages particulièrement pertinentes à une discussion des caractères du mouvement *šuʿūbī*, de revendication des vertus des non-arabes, qui se fait jour assez discrètement en al-Andalus durant le XIe siècle. Il caractérise ce mouvement comme « une exigence de pleine intégration à la communauté islamique en terme d'égalité avec les Arabes ou Andalous », sans aucun rattachement à quelque sentiment « national hispanique » que ce soit, développée principalement en milieu *ṣaqāliba*. La culture et la société islamiques dans la péninsule, ajoute-t-il, « étaient dominées par les Arabes et ceux qui leur étaient associés » (p. 169-170). Je n'ai, pour ma part, jamais voulu dire autre chose.

Les chapitres 4 et 5 consacrés à la description des « royaumes de taifas » et à leur histoire politique étaient sans doute les plus difficiles à organiser, dans la mesure où il faudrait tenir compte à la fois de la multiplicité des histoires particulières de chacun des états (et l'auteur en compte près d'une quarantaine!) et des caractères généraux qui signalent cette phase particulière de l'histoire andalouse. À cet égard, plusieurs traits sont utilement soulignés, comme le caractère « passéiste » de ces régimes (p. 137), ou le fait qu'ils semblent, avant leur phase finale, avoir

BCAI 6 (1989) D. Wasserstein: The Rise and Fall of the Party-Kings. Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086), recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

été relativement bien acceptés par l'opinion andalouse (p. 137). Dans l'impossibilité de rendre compte de l'histoire — d'ailleurs fort mal connue — des divers états, l'auteur se contente d'en donner une liste, avec la chronologie des souverains, assortie en note des références à la bibliographie et aux sources nécessaires pour chacun des états. Sans doute fort utile pour approfondir éventuellement l'étude de tel ou tel royaume, cette liste et les références jointes exagèrent l'impression de dispersion politique que donne déjà en soi l'histoire de cette période. Toutes les dynasties citées n'ont pas la même importance ni la même durée. Certains pouvoirs donnés ainsi comme indépendants ne correspondent sans doute qu'à une situation circonstancielle très passagère, comme par exemple un Ibn Yamlūl, *ṣāḥib* (« seigneur » ou plutôt « gouverneur ») de Ḥiṣn al-Ašrāf (actuelle Jérica) dans la région valencienne, qui n'apparaît comme autonome en 1094 que du fait de la crise que subit le pouvoir central valencien à l'époque du Cid (p. 98). À la même page, l'auteur ajoute encore quelques « minor rulers », qui mériteraient une étude plus précise. Ainsi Abū l-Ḥasan b. al-Yasaʿ mentionné comme gouverneur de Ḥiṣn Quliu est-il un personnage intéressant, qui était seulement originaire de cette localité (Cullar de Baza). Après avoir été *kātib* d'un *wālī* qui gouvernait Lorca pour le compte d'al-Ma'mūn de Tolède, il y exerça quelque temps un pouvoir indépendant avant de se rallier à al-Muʿtamid de Séville qui étendait alors sa domination sur la région murcienne. Il semble ensuite avoir été pendant quelque temps gouverneur de Murcie vers 1088, au nom du souverain sévillan (voir la *Ḥullat al-siyarā'* d'Ibn al-Abbār, éd. Mu'nis, II, p. 172-175). On regrette que l'auteur n'ait pas davantage tenté d'étudier le personnel politique et les structures politico-administratives de ces formations politiques encore mal connues que sont les taifas. L'institution vizirale, par exemple, peut-être un peu moins difficile à cerner que d'autres du fait du nombre élevé de vizirs sur lesquels les sources nous apportent des informations, ou la *kitāba* (secrétairerie), auraient pu faire l'objet d'une étude plus approfondie. Il semble aussi que la numismatique aurait pu être davantage mise à contribution aussi bien pour préciser l'évolution de certains royaumes que pour aider à la compréhension de la nature des pouvoirs eux-mêmes. Un intéressant appendice au chapitre 5, à propos des Abbadites de Séville, fait regretter que cette piste n'ait pas été davantage exploitée.

Les chapitres 6, 7 et 8, qui concernent la société, et en particulier le second d'entre eux, qui concerne les juifs, m'ont paru apporter davantage d'informations inédites que les précédents. Une étude précise sur les vizirs juifs employés par les souverains des taifas fournit par exemple une bonne synthèse sur le sujet. L'auteur souligne ensuite la quasi-inexistence de références à la présence de chrétiens mozarabes dans les sources relatives à cette époque. Jugeant ce silence « puzzling », il émet l'hypothèse, gratuite à mon avis, que les mozarabes auraient été surtout nombreux dans les campagnes, ce qui expliquerait que les textes, provenant quasi exclusivement des milieux urbains, en parlent aussi peu. Il me paraît plus vraisemblable d'admettre que l'élément mozarabe est dès le XIe siècle si minoritaire et peu dynamique dans la plupart des régions que les sources n'ont guère de raison d'en parler. Les deux derniers chapitres (9 et 10) sont consacrés aux débuts de la Reconquête et à la réaction musulmane aux entreprises chrétiennes, en fait presque une absence de réaction, que l'auteur accentue encore en ne disant curieusement pratiquement rien de la seule entreprise de guerre sainte de quelque importance menée par un souverain andalou après le milieu du XIe siècle, la reprise de Barbastro, conquise l'année précédente par une « croisade » franco-aragonaise, par al-Muqtadir de Saragosse en 1065. Cet

BCAI 6 (1989) D. Wasserstein: The Rise and Fall of the Party-Kings. Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086), recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

événement isolé ne modifie pas la mollesse générale de la résistance musulmane à la pression chrétienne, mollesse qu'il conviendrait de mieux expliquer, et qu'il faut sans doute insérer dans un contexte culturel général dominé par les influences orientales. En Orient même, ni la Reconquête byzantine de la fin du Xe et du début du XIe siècle, ni l'intrusion des croisés, ne suscitent non plus dans l'immédiat de « revitalisation » de l'idéologie de guerre sainte. On peut penser que les Andalous, très dépendants des modèles orientaux, n'étaient guère capables de trouver par eux-mêmes la réponse adéquate aux entreprises chrétiennes.

En dépit de quelques erreurs de détail (p. 254, en 1075, à la mort d'al-Ma'mūn de Tolède, ce n'est pas son gouverneur dans cette ville qui y restaure un pouvoir indépendant, mais, comme l'a montré Huici, un membre de la dynastie amiride qui y exerçait le pouvoir avant l'annexion de Valence au royaume de Tolède; p. 258, il y a confusion entre les expéditions d'al-Manṣūr contre Santiago et contre Barcelone, et c'est la première et non la seconde qui a lieu en 997), cet ouvrage, clair et bien informé, rendra incontestablement des services en apportant une synthèse utile, parfois nourrie de données inédites, sur l'époque des taifas. Il ne me semble cependant pas apporter la vision d'ensemble novatrice que l'on pourrait attendre sur cette période trop mal connue et capitale de l'histoire de l'Espagne musulmane.

Pierre GUICHARD
(Université Lumière - Lyon II et C.I.H.A.M.)

Salāma Muḥammad Salmān AL-HARAFĪ, *Dawlat al-Murābiṭīn fī ʿahd ʿAlī b. Yūsuf b. Tāšfīn, Dirāsat siyāsiyya wa ḥaḍāriyya.* Beyrouth, Dar al-Nadwat al-ǧadīda, 1985. 454 p.

Présenter les événements politiques marquants du règne de ʿAlī b. Yūsuf b. Tāšfīn (500-537 H. / 1106-1142) suppose une étude approfondie des diverses sources littéraires, historiques et même des recueils de consultations juridiques. C'était bien là l'objectif que s'était fixé l'auteur, en présentant les sources arabes, au premier plan desquelles il place justement les ouvrages du juriste Abū l-Walid b. Rušd (p. 18), sans pour autant, au cours de son étude, utiliser les diverses *realia* de la vie politique, sociale et économique révélées par ces textes. L'auteur construit son livre uniquement sur les ouvrages publiés en langue arabe et ignore les cinquante dernières années de recherches historiques publiées sur le sujet dans les autres langues. Sa méconnaissance de la partie du *Bayān* d'Ibn ʿIḏārī portant sur la période almoravide, publiée par A. Huici Miranda (in *Hespéris-Tamuda*, 1961), l'égare au point d'oublier la dépendance de cet auteur envers Ibn al-Ṣayrafī, dont l'histoire des Almoravides rédigée par ce secrétaire de la dynastie est très souvent citée (p. 26). Cette consultation lui aurait permis de nuancer son propos sur le *ribāṭ*, berceau très hypothétique de la dynastie : Ibn al-Ṣayrafī, contemporain des événements, consacre un chapitre à la dénomination d'*al-murābiṭūn* donnée à la confédération Sanhāǧa-Lamtūna par ʿAbd Allāh b. Yāsīn, suite à l'esprit de cohésion et de solidarité dont ils firent preuve au cours d'une bataille décisive (cf. *Hespéris-Tamuda*, 1961, p. 49-51).

Une première partie de l'ouvrage (p. 59-131) est consacrée à la présentation des grands événements politiques intérieurs marquant le règne de ʿAlī b. Yūsuf b. Tāšfīn. Ce souverain

BCAI 6 (1989) D. Wasserstein: The Rise and Fall of the Party-Kings. Politics and Society in Islamic Spain (1002-1086), recensé par P. Guichard
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net